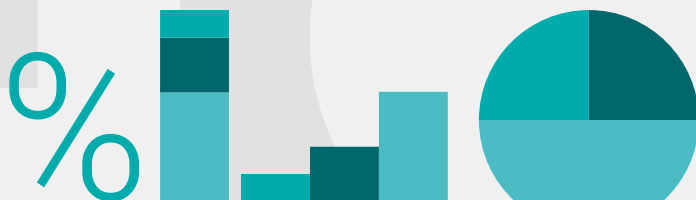


Actualités OFS



06 Industrie et services

Neuchâtel, octobre 2022

Portrait des PME suisses, 2011–2020

Les petites et moyennes entreprises (PME) font battre le pouls de l'économie suisse. Elles génèrent plus de deux tiers des emplois et concentrent plus de 99% des entreprises marchandes. La Statistique structurelle des entreprises (STATENT) de l'Office fédéral de la statistique (OFS) offre un niveau de détail élevé et permet de dresser un portrait approfondi des PME suisses. La proportion et la structure des PME varient fortement en fonction des activités économiques et des régions géographiques. Entre 2011 et 2020, les PME ont gardé une importance et une répartition géographique stables. La proportion des entreprises de moins de 10 emplois a toutefois augmenté. Ainsi, les PME de très petite taille sont plus nombreuses, en particulier dans les centres urbains. En outre, les PME ont tendance à délaisser le secteur primaire et secondaire au profit d'activités économiques du secteur tertiaire. Finalement, la taille de l'entreprise et l'appartenance à un groupe jouent un rôle déterminant dans l'intégration des PME aux chaînes de valeur mondialisées.

Introduction

Les petites et moyennes entreprises (PME) font l'objet d'une publication annuelle depuis l'année de référence 2014. La présente analyse porte sur la série 2011–2020. Elle repose sur les derniers résultats de la Statistique structurelle des entreprises (STATENT) qui ont été diffusés au mois d'août 2022.

L'année 2020 a été marquée par l'influence de la pandémie de COVID-19 sur l'économie suisse et son marché du travail. Toutefois, les effets de la crise ne se répercutent que partiellement dans la STATENT. En effet, de nombreuses entreprises ont eu recours aux mesures de soutien mises en place par les autorités,

visant à maintenir les relations de travail. Ainsi, les emplois ont été pérennisés grâce aux indemnités en cas de réduction d'horaire de travail (RHT). La STATENT reposant sur les relations contractuelles impliquant un versement de cotisations AVS, elle ne reflète pas nécessairement les baisses d'activités dues aux restrictions imposées à la bonne marche de l'appareil de production (interdiction de pratiquer, par exemple). Seules les ruptures de contrats y indiquent une diminution du niveau de l'emploi¹.

Terminologie

La comptabilité nationale constitue le cadre de référence de la présente analyse. Elle offre une terminologie spécifique qui classe les différents types d'unités formant le tissu économique suisse dans différentes catégories. Ainsi, les unités peuvent être définies en tant qu'unités «marchandes» ou «non marchandes» et appartenir au secteur dit «privé» ou «public». Ces éléments sont brièvement présentés ci-dessous:

- On considère qu'une unité est marchande lorsqu'elle produit des biens et services qui sont mis sur le marché à des prix qui couvrent en grande partie les coûts de production. La production non marchande est celle qui est fournie gratuitement ou à des prix qui ne couvrent pas une part significative des coûts. D'une manière générale, on considère que les prix ne couvrent pas les coûts si les recettes provenant de la vente représentent moins de 50% des coûts de fabrication.

¹ Les données 2011–2018 ont été rectifiées lors de la diffusion de l'année précédente. Un document explicatif sur la correction de la STATENT et ses implications est disponible à l'adresse suivante: www.statistique.ch → Trouver des statistiques → 06 – Industrie, services → Enquêtes → Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

- On considère qu'une unité fait partie du secteur public lorsqu'elle est contrôlée par les pouvoirs publics. Le contrôle passe souvent, mais pas nécessairement seulement, par la détention d'une part significative du capital-actions. Il est important de relever ici qu'une unité publique peut être active sur un marché concurrentiel et être, de ce fait, un producteur marchand².

Le classement possible des différentes unités est donné dans le tableau T 1 ci-dessous. Les PME appartiennent à la catégorie des producteurs marchands. Cette catégorie, surlignée en gris dans la partie supérieure du tableau T 1, délimite le champ d'analyse de cette publication.

En se concentrant sur les unités marchandes, la présente analyse couvre la très grande majorité des unités (97,4%) et emplois (85,5%) suisses.

Finalement, les unités marchandes peuvent être subdivisées entre différentes classes de taille en fonction du nombre d'emplois. Cette classification permet de distinguer les PME des

grandes entreprises. L'OFS définit les PME comme des unités marchandes occupant moins de 250 personnes³. Les PME comprennent ainsi les microentreprises, petites et moyennes entreprises (voir tableau T 3).

Une distinction entre PME «indépendante» ou PME faisant partie d'un groupe d'entreprises est proposée dans cette publication. Cette distinction est rendue possible grâce à l'exploitation des données de la Statistique des groupes d'entreprises (STAGRE) de l'OFS⁴. Cette dernière permet de savoir si une unité est, ou non, membre d'un groupe. Ce faisant, on s'intéresse aux unités légales en tenant compte de leur contexte organisationnel. Dans la STAGRE, on parle de «groupe d'entreprises» lorsqu'une entreprise contrôle une ou plusieurs autres unités (filiales). L'unité de contrôle ultime (tête du groupe) est celle qui n'est pas elle-même contrôlée par une autre entité. Elle décide des orientations stratégiques et économiques du groupe et détient – directement ou indirectement – la majorité des droits de vote dans les entreprises du groupe. On utilise le terme d'entreprise «indépendante» lorsque celle-ci ne fait pas partie d'un groupe et «filiale» lorsque

Unités marchandes et non marchandes selon le secteur

T1

Secteur	Définition		Exemples
Marchand	privé	Entreprise privée	Entreprises privées actives dans le commerce de détails
	public	Entreprise publique	Instituts de droit public, entreprises cantonales/communales tels que les hôpitaux universitaires, les entreprises de transports publics
Non marchand	privé	Institution sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	Partis politiques, syndicats, associations de consommateurs
	public	Administration	Administrations fédérales/cantonales/communales, police, service du feu et de secours

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2022

Nombre d'unités et d'emplois par secteur, en 2020

T2

Secteur		unités		emplois	
		Abs.	En %	Abs.	En %
Marchand	privé	599 698	97,3	4 274 934	80,8
	public	723	0,1	248 790	4,7
Non marchand	privé	11 874	1,9	195 873	3,7
	public	4 492	0,7	569 997	10,8

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2022

² Il convient de préciser que la délimitation de ces unités se fonde ici sur les formes juridiques. Ces dernières sont un proxy pour estimer le contrôle, faute de données adéquates et exhaustives pour chiffrer la part des administrations publiques dans le capital-actions des différentes entreprises. Concrètement, les entreprises publiques marchandes sont constituées des entreprises ayant les formes juridiques suivantes: instituts de droit public, entreprises cantonales, de district, communales et entreprises publiques d'une corporation de droit public.

³ La définition des PME peut reposer sur différents critères. Outre le nombre Ade personnes, l'Union européenne utilise deux autres critères (au choix): le chiffre d'affaires annuel (limité à 50 millions d'euros maximum), ou le total du bilan (avec un plafond fixé à 43 millions d'euros). Pour plus d'informations sur la définition des PME au niveau européen, voir: <https://ec.europa.eu/eurostat/web/structural-business-statistics/small-and-medium-sized-enterprises>

⁴ L'OFS a publié pour la première fois cette statistique en décembre 2018. Pour de plus amples informations, voir: www.statistique.ch → Trouver des statistiques → 06 – Industrie, services → Statistique des groupes d'entreprises

Définition des classes de taille

T3

Classes de taille	Définition
Petites et moyennes entreprises (PME)	1 à 249 emplois
Microentreprises	moins de 10 emplois
Petites entreprises	10 à 49 emplois
Moyennes entreprises	50 à 249 emplois
Grandes entreprises	250 emplois et plus

© OFS 2022

Catégories des entreprises en fonction de l'appartenance à un groupe

T4

Catégorie	Définition
Petites et moyennes entreprises (PME)	Entreprises occupant moins de 250 personnes en Suisse
PME indépendantes	PME qui n'appartiennent à aucun groupe d'entreprises
Groupes de PME	PME qui appartiennent à un groupe d'entreprises
– Petits groupes de PME (< 250 emplois)	PME faisant partie d'un groupe dont l'ensemble des emplois en Suisse est inférieur à 250. Le groupe ainsi que les entreprises filiales sont considérés comme des PME
– Grands groupes de PME (>= 250 emplois)	PME faisant partie d'un groupe dont l'ensemble des emplois en Suisse est supérieur à 249. Selon les recommandations de l'UE, les entreprises de cette catégorie ne devraient pas être considérées comme des PME
Grandes entreprises	Entreprises occupant 250 personnes ou plus en Suisse

Sources : OFS – STATENT, STAGRE

© OFS 2022

celle-ci est membre d'un groupe d'entreprises. Ainsi, la typologie des PME, qui se rapproche de celle d'Eurostat (l'office statistique de l'Union européenne) permet de distinguer les catégories d'entreprises exprimées dans le tableau T4.

Cette typologie sera notamment utilisée dans le cadre de l'analyse sur les caractéristiques des PME qui participent au commerce extérieur de biens. Cette approche est proposée en fin de publication. Les analyses ci-dessous appliquent la définition «stricte» des PME, à savoir: toutes entreprises occupant moins de 250 personnes indépendamment de leur appartenance à un groupe.

Suite à la pandémie, le nombre d'entreprises et d'emplois reculent en 2020

Après avoir dépassé les 601 000 entreprises en 2019, la statistique structurelle des entreprises relève, pour la première fois, un léger recul du nombre d'entreprises (−971) et d'emplois (−46 946) en 2020. Ces pertes s'inscrivent dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et concernent à la fois les grandes entreprises (−3,3% d'entreprises et −0,9% d'emplois) et les PME (−0,15% d'entreprises et −1,1% d'emplois).

En 2020, la Suisse compte un peu plus de 600 000 entreprises pour environ 4,5 millions d'emplois. 99,7% des entreprises ont moins de 250 emplois et sont donc définies comme PME. Plus de deux tiers des emplois suisses (67,1%) se concentrent au sein des PME.

Les proportions sont relativement stables entre 2011 et 2020 (voir tableau T5). Si l'on s'attarde sur les classes de taille au sein des PME, on relève une légère augmentation de la part de microentreprises en termes d'unités (+0,11 point de pourcentage) ainsi qu'une augmentation en termes d'emplois (+0,3 pp) depuis 2019.

Sur la période 2011–2020, cela se traduit par une baisse de la taille moyenne des microentreprises jusqu'en 2019 alors que les autres classes de taille conservent une taille moyenne globalement stable. Suite à l'apparition de la pandémie, une légère hausse de la taille moyenne des grandes entreprises est enregistrée. Cette dernière provient d'une baisse plus marquée du nombre d'entreprises que du nombre d'emplois. Bien que l'on puisse observer une légère hausse de la taille moyenne des microentreprises depuis 2019, la tendance reste à la baisse sur la série 2011–2020. L'évolution contrastée de la taille moyenne entre classes de taille est représentée dans le graphique G1.

Après cette première vue d'ensemble, il s'agit de mettre en évidence l'évolution des PME et leurs apports à la croissance du nombre d'entreprises et d'emplois. Le graphique G2 décompose, dans sa partie supérieure, la contribution à la croissance du nombre d'entreprises et dans sa partie inférieure celle du nombre d'emplois par classe de taille.

Sur la période 2011–2019, l'évolution du nombre d'entreprises et d'emplois est positive. La croissance du nombre d'entreprises est presque uniquement attribuable aux microentreprises alors que celle du nombre d'emplois est répartie de façon plus homogène entre les PME et les grandes entreprises. Depuis 2016, on

Nombre d'entreprises et d'emplois par classe de taille, 2020

T5

	Entreprises						Emplois					
	2011		2019		2020		2011		2019		2020	
	Abs.	En %	Abs.	En %	Abs.	En %	Abs.	En %	Abs.	En %	Abs.	En %
Total	546 912	100,0	601 392	100,0	600 421	100,0	4 215 501	100,0	4 570 670	100,0	4 523 724	100,0
Petites et moyennes entreprises (PME)	545 400	99,7	599 686	99,7	598 772	99,7	2 873 193	68,2	3 069 129	67,1	3 035 739	67,1
– Microentreprises	489 179	89,4	539 604	89,7	539 395	89,8	1 117 158	26,5	1 168 809	25,6	1 170 875	25,9
– Petites entreprises	47 758	8,7	50 758	8,4	50 321	8,4	917 778	21,8	979 464	21,4	965 692	21,3
– Moyennes entreprises	8 463	1,6	9 324	1,6	9 056	1,5	838 257	19,9	920 856	20,1	899 172	19,9
Grandes entreprises	1 512	0,3	1 706	0,3	1 649	0,3	1 342 308	31,8	1 501 541	32,9	1 487 985	32,9

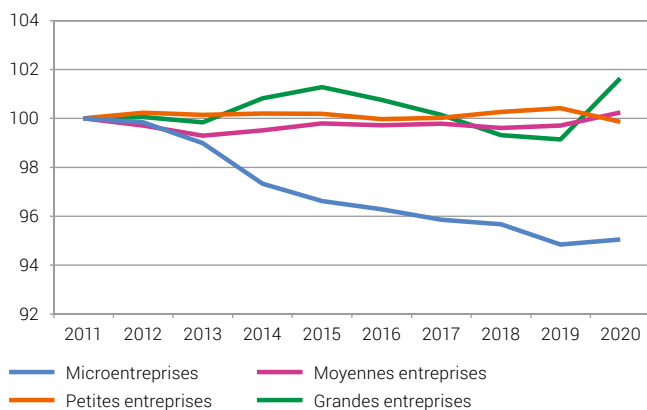
Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2022

peut relever une croissance de plus en plus importante du nombre de grandes entreprises. Ce dynamisme des grandes entreprises a peu d'impact sur l'évolution en termes d'unités du fait de leur faible proportion, mais il se manifeste bien plus sur la contribution à la croissance de l'emploi. L'évolution de l'emploi est en effet davantage prononcée dans les grandes entreprises que dans le reste de l'économie, avec un taux de croissance au paroxysme en 2018.

Évolution de la taille moyenne des entreprises par classe de taille (index 2011=100)

G1



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2022

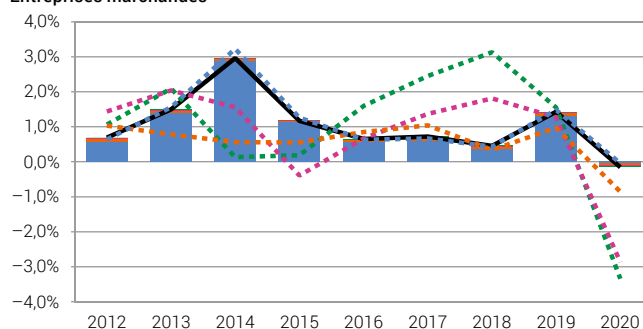
Quant aux très petites entreprises (de moins de 10 emplois), leur contribution à l'évolution de l'emploi est légèrement plus marquée au début de la série (2011–2014). Ceci s'explique notamment par la taille moyenne tendancielle en baisse comme illustré dans le graphique G1.

Entre 2019 et 2020, l'évolution de l'emploi est négative dans toutes les classes de taille, excepté celle des microentreprises. La faible croissance de l'emploi dans cette catégorie d'entreprise (+0,18%) ne suffit toutefois pas à compenser le recul dans les autres classes de taille. L'emploi a le plus fortement diminué dans les entreprises de taille moyenne (–2,35%). Le nombre d'entre-

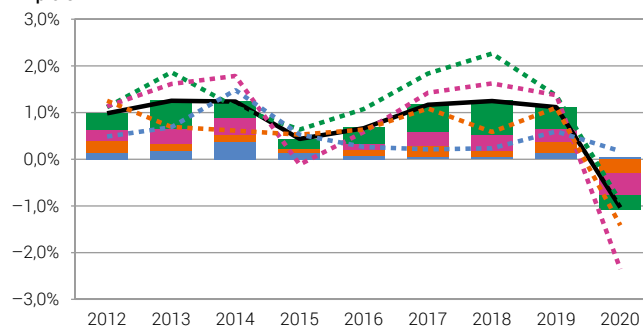
Contribution à la croissance du nombre d'entreprises marchandes et d'emplois selon la classe de taille, de 2012 à 2020

G2

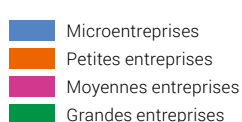
Entreprises marchandes



Emplois



Contribution à la croissance



Taux de croissance annuel



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2022

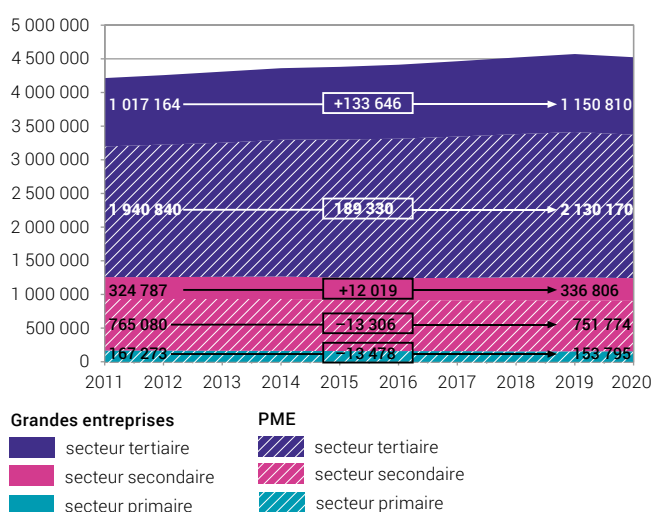
prises est en décroissance, toute classe de taille confondue. La baisse la plus importante est enregistrée dans les entreprises de plus de 249 emplois dont le nombre recule de 3,34%. Ces

résultats sont à interpréter avec précaution, car cette période de crise sanitaire est exceptionnelle. Il sera donc intéressant de voir l'année 2021 et l'évolution en période post-pandémie.

Une tertiarisation de l'économie qui se stabilise

Après avoir évalué l'importance des PME au fil des dernières années, une analyse de leur évolution au sein des différents secteurs économiques est proposée ici.

Évolution et répartition des emplois par secteur économique et classe de taille, de 2011 à 2020 G3



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2022

Si l'on s'attarde sur l'évolution 2011–2020, les PME et les grandes entreprises du secteur tertiaire gagnent respectivement 189 330 et 133 646 emplois, rajoutant ainsi plus de 322 000 emplois au secteur des services. Dans le secteur secondaire, l'emploi diminue mais de manière modeste avec une réduction de 1287 emplois sur la même période. Cette évolution négative est toutefois contrastée. En effet, les PME perdent 13 306 emplois alors que les grandes entreprises comptent 12 019 emplois supplémentaires. Quant au secteur primaire, la tendance est à la baisse avec un recul de près de 13 500 emplois entre 2011 et 2020. Cette perte est exclusivement imputable aux PME qui concentrent la quasi-totalité des emplois de ce secteur.

Sur la période 2011–2020, la hausse du nombre d'emplois est plus importante pour les PME que pour les grandes entreprises. Toutefois, la progression du nombre de places de travail dans les PME se limite au secteur tertiaire contrairement aux grandes entreprises. Ces dernières comptabilisent davantage d'emplois dans les trois secteurs économiques. On observe ainsi une tertiarisation de l'économie, globalement plus marquée au sein des PME.

Entre 2019 et 2020, les PME du secteur tertiaire ont subi une perte d'emplois significativement plus marquée (–28 568) que les grandes entreprises du même secteur (–5620). Dans le

secteur secondaire, ce sont les grandes entreprises qui perdent légèrement plus d'emplois (–7939) que les PME (–4321). Dans l'ensemble, la meilleure résilience des grandes entreprises du secteur des services permet de maintenir, également en 2020, la tendance générale à la tertiarisation de l'économie.

Une analyse plus fine au niveau des activités économiques⁵ permet d'expliquer les différentes évolutions sectorielles présentées ci-dessus.

La «santé et action sociale» continue de progresser

En 2020, tout comme en 2011, l'«industrie manufacturière» (C) et le «commerce» (G) concentrent le plus d'emplois, avec respectivement 15% et 14,4% du total des effectifs. Néanmoins, la tendance est à l'effritement pour ces deux activités (voir graphique G4). Il faut se tourner vers la troisième branche du pays pour trouver la plus forte progression absolue de l'emploi entre 2011 et 2020. En effet, quelque 138 000 emplois supplémentaires de la branche «santé et action sociale» (Q) viennent placer cette activité en troisième position avec plus de 631 000 emplois en 2020. En comparaison à 2019, c'est plus de 16 000 emplois supplémentaires qui ont été comptabilisés pour cette première année de pandémie. Nous pouvons donc voir la résilience et l'importance de cette branche dans ce domaine. La «santé et action sociale» (Q) se rapproche ainsi de plus en plus des deux premières branches et pourrait devenir le premier employeur du pays si la tendance se poursuit dans les années à venir.

Tant les PME (+62 842 emplois) que les grandes entreprises (+76 035 emplois) ont contribué au dynamisme de la santé et l'action sociale. En 2020, les grandes entreprises concentrent la majorité de leurs emplois dans les «activités hospitalières» (NOGA 8610) et l'«hébergement médicalisé» (NOGA 8710) alors que les PME progressent principalement dans les «autres activités pour la santé humaine» (NOGA 8690) dans les domaines tels que la physiothérapie, la psychothérapie et la psychologie, les «activités des médecins spécialistes» (NOGA 8622) et également l'«hébergement médicalisé» (NOGA 8710).

Cela souligne un dynamisme des PME qui sont de plus en plus nombreuses dans des petites structures de services à la personne avec très peu de main-d'œuvre.

Si la dynamique est assez claire et relativement homogène dans la «santé et action sociale», elle est à l'inverse plus contrastée dans les deux principales branches citées en début de chapitre. Les évolutions entre 2011 et 2020 sont en effet divergentes selon les types d'activités couvertes par l'«industrie manufacturière» et le «commerce».

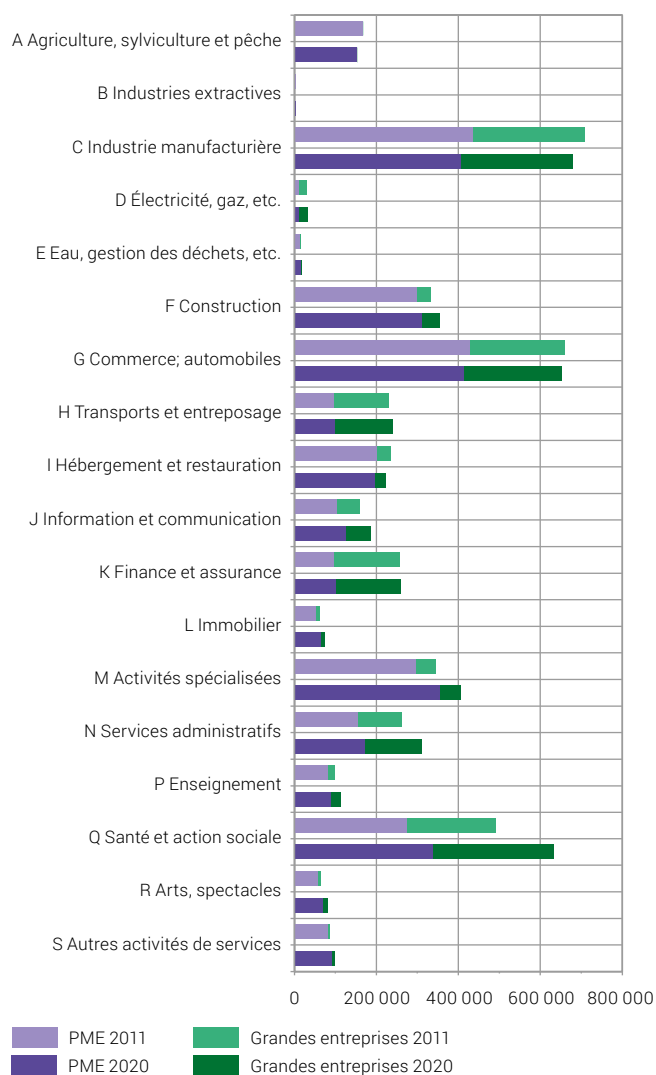
Dans l'«industrie manufacturière», des pertes d'emplois importantes sont à relever dans la «fabrication d'équipements électriques» (NOGA 27, –8123 emplois) ainsi que dans l'«imprimerie et reproduction d'enregistrements» (NOGA 18, –9036). À contrario, les effectifs ont progressé de plus de 4200 emplois dans l'«industrie alimentaire» (NOGA 10). La «fabrication de boissons»

⁵ Les activités économiques sont définies dans la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA). Pour plus d'informations sur les niveaux de classification et les codes utilisés, consulter : <https://www.kubb-tool.bfs.admin.ch/fr>

(NOGA 11) est également favorable aux PME (+1376 emplois) grâce notamment à la fabrication de bières (NOGA 1105). Dans cette activité, les emplois des PME passent de 812 à 1608 entre 2011 et 2020 (+98%). Finalement, l'industrie pharmaceutique (NOGA 21) a créé 10 445 places de travail supplémentaires entre 2011 et 2020. Sans ces acteurs, le déclin du secteur secondaire aurait été bien plus prononcé sur la période.

Répartition des emplois par activité économique et classe de taille, 2011 et 2020

G4



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2022

Dans la branche du «Commerce», les effectifs sont en recul, essentiellement sous l'influence de la suppression de plus de 11 500 postes dans le «commerce de détail» (NOGA 47) entre 2011 et 2020. Ces pertes d'emplois concernent principalement les domaines du «commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé» (NOGA 4762), l'«habillement» (NOGA 4771) ou encore du «commerce de détail de chaussures et d'articles en cuir en magasin spécialisé» (NOGA 4772). Cela dénote un certain effritement des petits commerces de proximité.

À l'inverse, les grandes entreprises actives dans le «commerce de gros» (NOGA 46, +5848 emplois) et dans le «commerce et la réparation d'automobiles et motocycles» (NOGA 45, +1968 emplois) ont permis d'atténuer la décroissance de l'emploi de la branche «commerce» sur l'ensemble de la période.

Avec plus de 11 200 emplois supprimés, l'«hébergement et restauration» présente une évolution en termes absolus similaire à celle de la branche du «commerce de détail» entre 2011 et 2020. Toutefois, ces deux secteurs d'activités, plutôt de proximité, ont des profils de croissance différents sur les deux dernières années. Entre 2019 et 2020, l'«hébergement et la restauration» a subi des pertes d'effectifs très importantes (-25 560 emplois; -10,3%) alors que la branche du commerce de détail a enregistré une très légère progression (+186 emplois; +0,1%).

Ainsi, s'il est clair que l'emploi dans le commerce de détail baisse tendanciellement sur l'ensemble de la période 2011 à 2020 (-0,4% en moyenne annuelle), la situation dans l'hébergement et la restauration est fortement impactée par l'évolution entre 2019 et 2020. En effet, la perte massive d'effectifs entre ces deux années était précédée par une progression annuelle moyenne de 0,7% en entre 2011 et 2019.

La diminution marquée de l'emploi en 2020 est certainement liée aux restrictions sanitaires imposées par le gouvernement afin de réduire la propagation du virus dans les lieux fréquentés. En effet, de nombreux établissements, en particulier les restaurants et les bars, ont dû restreindre, voire cesser toute activité sur une période relativement longue. Enfin, les limitations imposées au tourisme en général ont également affecté cette branche, en particulier l'hébergement.

Des centres urbains particulièrement attractifs

Cette section propose une analyse de la répartition géographique des PME. La part des PME est très forte dans tous les cantons, et ce de façon relativement homogène. Toutefois, la situation est plus contrastée au niveau des emplois (voir graphique G5).

Les cantons à caractère urbain (par exemple: Bâle-Ville ou Zürich) se distinguent des cantons à caractère ruraux (par ex: Appenzell Rhodes-Intérieures ou Schwyz). Les premiers ont une forte proportion d'emplois dans les grandes entreprises, tandis que les seconds ont des emplois principalement dans les microentreprises et les petites entreprises.

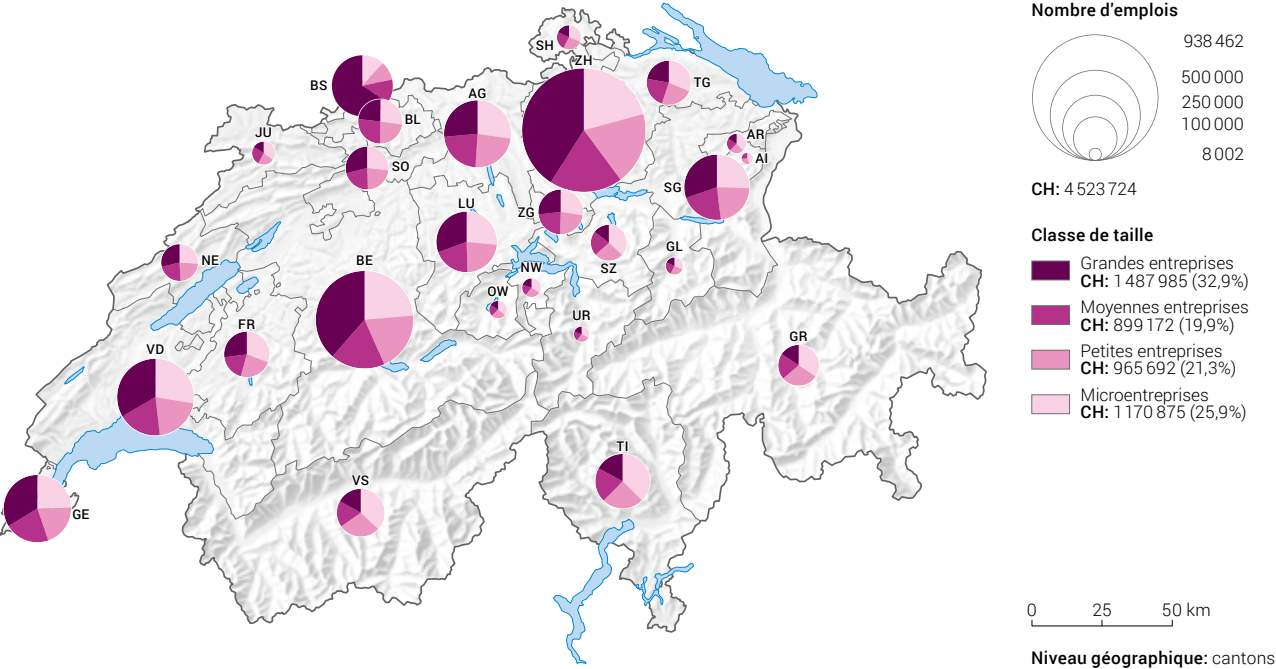
Si on considère l'évolution de la structure des PME selon le type de communes (voir tableau T6), on observe un attrait grandissant des microentreprises pour les communes à caractère «urbain»⁶. En effet, la part des microentreprises dans les centres urbains augmente de 1,7 point de pourcentage alors que cette part reste stable voire diminue pour les autres types d'entreprises.

Il est intéressant de relever que la hausse de la part des microentreprises dans les communes urbaines est associée à une hausse de leur part dans le total des emplois (+0,1 pp), ce qui s'explique par la hausse tendancielle de la taille moyenne des

⁶ La définition d'une commune à caractère urbain est basée sur la typologie des communes de l'OFS. Plus d'informations sont disponibles à l'adresse suivante: www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Nomenclatures → Typologie des communes et typologie urbain-rural

Répartition des emplois par classe de taille, en 2020

G 5



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT) © OFS 2022

Évolution des emplois et des entreprises par classe de taille et typologie de commune, 2011 et 2020

T6

Classe de taille	Typologie de commune	Entreprises		Emplois	
		2011	2020	2011	2020
PME	Urbain	62,2%	63,6%	46,5%	45,9%
	Rural	19,7%	19,3%	12,3%	12,2%
	Intermédiaire (périurbain dense et centres ruraux)	17,9%	16,8%	9,4%	9,0%
Microentreprises	Urbain	55,0%	56,7%	16,1%	16,2%
	Rural	17,8%	17,5%	5,3%	5,1%
	Intermédiaire (périurbain dense et centres ruraux)	16,7%	15,6%	5,1%	4,7%
Petites entreprises	Urbain	6,0%	5,8%	15,3%	14,9%
	Rural	1,6%	1,5%	3,9%	3,9%
	Intermédiaire (périurbain dense et centres ruraux)	1,1%	1,0%	2,6%	2,5%
Moyennes entreprises	Urbain	1,2%	1,1%	15,1%	14,8%
	Rural	0,3%	0,3%	3,1%	3,2%
	Intermédiaire (périurbain dense et centres ruraux)	0,1%	0,2%	1,7%	1,8%
Grandes entreprises	Urbain	0,2%	0,3%	29,3%	29,9%
	Rural	0,0%	0,0%	1,8%	2,1%
	Intermédiaire (périurbain dense et centres ruraux)	0,0%	0,0%	0,7%	0,9%
		100%	100%	100%	100%

Sources: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT) © OFS 2022

microentreprises relevée précédemment (G1). Par ailleurs, l'emploi des grandes entreprises a également tendance à se concentrer davantage dans les centres urbains (+0,6 pp).

Les centres urbains révèlent donc un réel attrait aussi bien pour le nombre grandissant des microentreprises que pour l'accroissement des emplois des grandes entreprises.

Le commerce extérieur de biens en mains des groupes d'entreprises et des entreprises de plus de 10 emplois

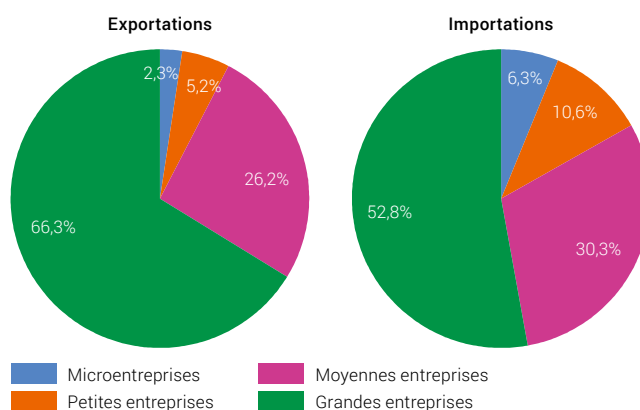
Petit pays en plein cœur de l'Europe, la Suisse est confrontée au défi des chaînes de valeurs mondialisées. Elle tire parti d'une économie prospère, marquée par un dynamisme avéré sur les marchés internationaux, avec notamment une balance commerciale traditionnellement positive. Dans cet environnement, les groupes d'entreprises multinationaux occupent une place centrale de par leurs structures transnationales. Ces groupes opèrent dans plusieurs pays avec des tissus économiques composés naturellement de PME. Ce chapitre s'intéresse, dans un premier temps, à la taille des entreprises dans le «commerce extérieur de biens». Puis on voit si l'appartenance à un groupe a un impact sur la manière de laquelle les PME participent aux échanges internationaux. À cette fin, deux sources d'informations sont pertinentes. D'une part, les données de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF) permettent d'identifier les entreprises exportatrices/importatrices ainsi que les valeurs des transactions. D'autre part, la statistique des groupes d'entreprises (STAGRE) fournit la structure et le périmètre des groupes d'entreprises.

Le graphique G6 montre l'importance des grandes entreprises dans le commerce extérieur de biens. Elles génèrent à elles seules plus de la moitié de la valeur, exprimée en francs, des échanges de biens entre la Suisse et l'étranger, avec une proportion de 66% à l'exportation et de 53% à l'importation. Viennent ensuite les moyennes entreprises (26% des exportations et 30% des importations), suivies des petites et enfin des microentreprises. Toutes tailles confondues, les PME constituent un pan important du commerce extérieur de biens en contribuant à près de la moitié du volume des imports et un peu plus du tiers des exports. Il existe toutefois un lien étroit entre la taille et la valeur des importations et exportations de biens. Plus l'entreprise compte d'emplois, plus grande est sa part dans le commerce extérieur de biens.

Afin de prendre la pleine mesure de l'importance des PME dans les échanges commerciaux avec l'étranger, il est nécessaire d'aller un pas plus loin en considérant les caractéristiques des unités importatrices et exportatrices indépendamment des montants absolus des transactions. À cette fin, le graphique G7 distingue les entreprises qui réalisent au moins une exportation ou une importation de biens avec l'étranger de celles qui n'en réalisent aucune.

En Suisse, un quart des entreprises (24,7%) échangent avec l'étranger via au moins une exportation ou une importation de biens. Toutefois, ces entreprises représentent plus de deux tiers (68,6%) de l'ensemble des emplois de l'économie marchande.

Quotepart des valeurs des exportations et importations de biens par classe de taille, 2020 G6



Sources: OFS – STATENT, OFDF

©OFS 2022

À partir de 10 emplois, toutes les classes de taille comptent une majorité d'entreprises et d'emplois agissant directement⁷ sur le commerce extérieur de marchandises. On peut relever que la quasi-totalité des grandes entreprises participent aux exportations et importations de biens (93,2% des unités et 96,7% des emplois). Le graphique G7 illustre clairement une relation positive entre la taille des entreprises et la participation directe au commerce extérieur de biens.

Après avoir identifié l'importance de la taille de l'entreprise comme caractéristique essentielle des entreprises opérant sur le commerce extérieur de biens, il est proposé de poursuivre l'analyse en ajoutant l'effet de l'appartenance à un groupe. Selon une publication récente de l'OFS sur le comportement des groupes d'entreprises⁸, neuf dixièmes des transactions du commerce extérieur de biens (en francs suisses) sont réalisés par des entreprises membres d'un groupe. Qu'en est-il des PME suisses? Dans quelle mesure appartiennent-elles à un groupe? Le cas échéant, sont-elles relativement plus actives dans le commerce extérieur de biens?

La terminologie des différentes catégories d'entreprises présentée en début de cette publication permet d'apporter quelques éléments de réponses.

La répartition des entreprises et emplois exprimée selon l'appartenance à un groupe (voir tableau T7) montre que le tissu économique suisse est majoritairement composé de PME indépendantes (94,9%). Près d'une PME sur 20 fait partie d'un groupe d'entreprises. L'image est différente lorsqu'on s'intéresse au nombre d'emplois concentrés au sein des groupes de PME.

Ici, la part relative est trois fois supérieure et dépasse les 15% des emplois suisses. Finalement, c'est lorsque l'on s'intéresse au volume des échanges que l'appartenance à un groupe joue

⁷ Les entreprises qui ne réalisent aucune importation ou exportation de biens avec l'étranger peuvent toutefois avoir un lien indirect avec le commerce extérieur de biens. Notamment en fournissant des activités de soutien ou des marchandises à des entreprises qui agissent directement sur le commerce extérieur de biens. Dans le cadre de la présente publication, ces entreprises sont considérées comme des entreprises sans activités d'imports/exports de biens.

⁸ «Portrait des groupes d'entreprises en Suisse 2014–2020», OFS, 2020, disponible via : www.statistique.ch R Trouver des statistiques R Industrie, services R Statistique des groupes d'entreprises

Volume des imports/exports et nombre d'entreprises et d'emplois par catégorie d'entreprise, 2020

T7

Catégorie	Entreprises		Emplois		Emplois moyens	Volume imports/exports	
	Nombre	en %	Nombre	en %		en millions de francs	en %
Total entreprises marchandes	600 421	100	4 523 724	100	7,5	514 838 509 CHF	100
PME	598 772	99,7	3 035 739	67,1	5,1	200 931 608 CHF	39,0
PME indépendantes	570 208	94,9	2 323 211	51,3	4,1	31 591 090 CHF	6,1
Groupes de PME	28 564	4,8	712 528	15,8	24,9	169 340 518 CHF	32,9
– Petits groupes de PME (< 250 emplois)	23 780	4,0	454 864	10,1	19,1	123 305 572 CHF	24,0
– Grands groupes de PME (>= 250 emplois)	4 784	0,8	257 664	5,7	53,9	46 034 946 CHF	8,9
Grandes entreprises	1 649	0,3	1 487 985	32,9	902,4	313 906 901 CHF	61,0

Sources: OFS – STATENT, STAGRE, OFDF

© OFS 2022

un rôle déterminant pour les PME avec une part de 32,9% pour les groupes de PME. Vues sous cet angle, les PME indépendantes ont un rôle marginal (6,1% du volume des échanges) alors qu'elles représentent presque 95% des entreprises et la moitié des emplois (51,3%).

On peut ainsi conclure que les PME suisses sont relativement peu contrôlées par des groupes. Celles qui font partie d'un groupe ont une taille moyenne et un poids dans le commerce extérieur de marchandises bien plus significatifs.

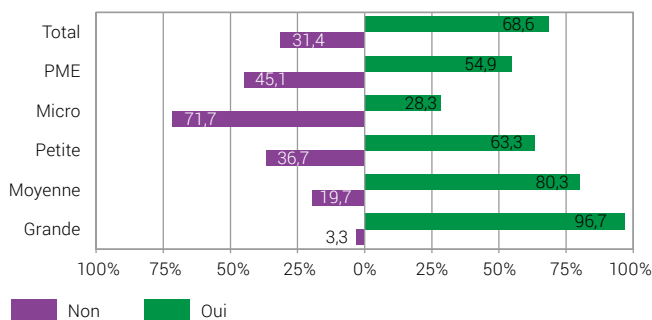
Le graphique G8 illustre le contraste entre les PME indépendantes et les groupes de PME. Seuls 22,9% des PME indépendantes échangent des biens sur le marché international. Cette proportion est deux fois et demi plus élevée pour les PME faisant partie d'un groupe (58,0%).

Commerce extérieur de biens, répartition des entreprises et des emplois par classe de taille, 2020 G7

Entreprises avec imports/exports de biens



Emplois des entreprises avec imports/exports de biens

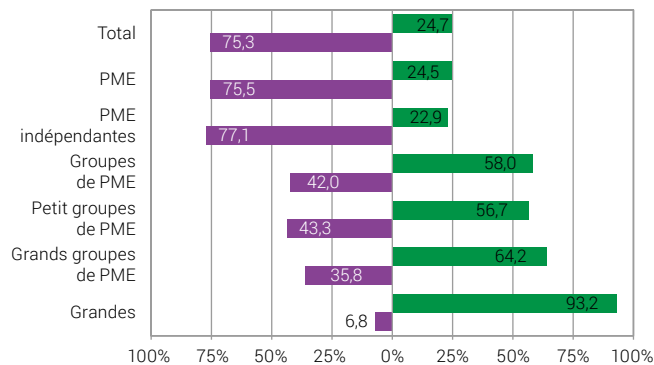


Sources: OFS – STATENT, OFDF

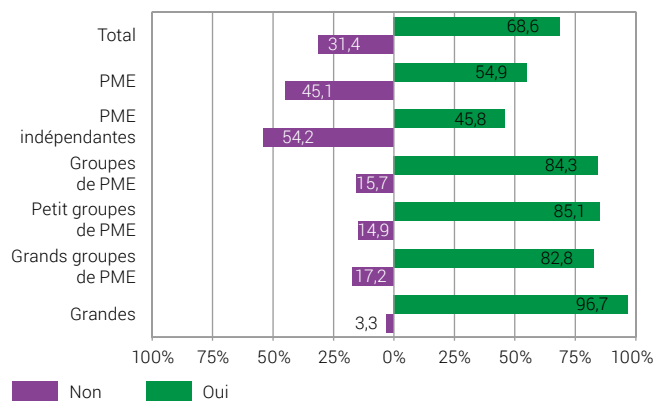
© OFS 2022

Part des entreprises et des emplois participant au commerce extérieur de biens par type d'entreprise, 2020 G8

Entreprises avec imports/exports de biens



Emplois des entreprises avec imports/exports de biens



Sources: OFS – STATENT, STAGRE, OFDF

© OFS 2022

Il ressort de cette analyse que non seulement la taille de l'entreprise mais aussi l'appartenance à un groupe jouent un rôle déterminant dans les échanges internationaux de biens. Si dans cette analyse, nous avons mis en évidence ces deux facteurs importants, il n'en reste pas moins qu'il peut y avoir de multiples autres raisons qui amènent une entreprise à faire du commerce de biens avec l'étranger.

Une analyse de la structure des unités exportatrices/importatrices par activité économique montre que, dans certaines branches, une proportion importante de PME indépendantes échange des biens avec l'étranger. Par conséquent, le critère de l'appartenance à un groupe ne doit pas être considéré comme un facteur «sine qua non». Toutefois, on relève que ces mêmes PME indépendantes ont une taille moyenne relativement plus grande que les PME indépendantes qui n'effectuent aucun échange de biens.

Parmi les branches qui ont un poids important dans le commerce extérieur de biens, on peut mentionner le «commerce de détail» (NOGA 47). Cette activité économique compte près de 32 700 PME indépendantes dont la moitié (48,9%) échange des biens avec l'étranger.

Quelques activités présentent le même profil que le commerce de détail avec une forte proportion de PME indépendantes, relativement grandes et menant des activités d'importation et d'exportation de biens. Cette configuration se retrouve dans les branches telles que le «commerce de gros» (NOGA 46), le «commerce et réparation d'automobiles et de motocycles» (NOGA 45), les «travaux de construction spécialisés» (NOGA 43), ou encore «fabrication de produits métalliques» (NOGA 25).

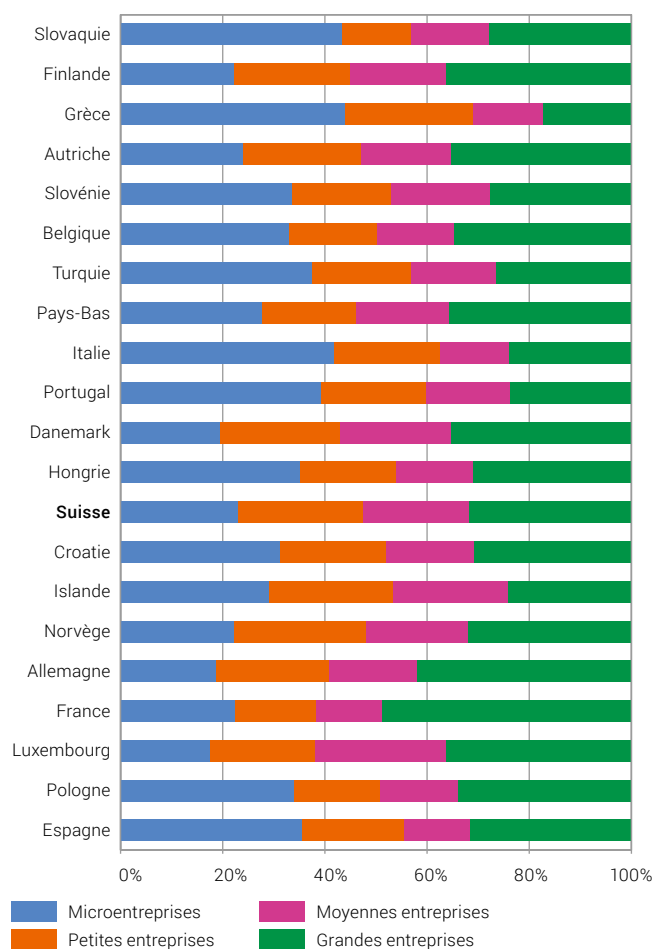
Les PME suisses sensiblement plus grandes en comparaison internationale

Au niveau international, les PME représentent la grande majorité des entreprises. Ainsi, en 2019 (dernière année pour laquelle les données sont disponibles pour un nombre significatif de pays⁹), la part des PME dans l'économie marchande est supérieure à 99,5%¹⁰ dans l'ensemble des pays considérés (voir tableau T8). Au sein des PME, les pays présentent toutefois des structures différentes. Avec une proportion de 86,8% de microentreprises, la Suisse figure au côté de l'Allemagne (83,2%) parmi les pays ayant le moins de microentreprises. À contrario, la Suisse possède davantage de petites et moyennes entreprises.

Le poids relativement plus important des entreprises d'au moins dix emplois a pour conséquence que la Suisse dispose de PME globalement grandes en comparaison internationale. Il induit également une relative homogénéité de la répartition des emplois entre les différentes classes de taille et une proportion d'emploi au sein des PME au-dessus de la moyenne des pays considérés (voir graphique G9).

Répartition des emplois par classe de taille pour une sélection de pays, 2019

G9



Sources: OCDE – SDBS (Structural Business Statistics); OFS – STATENT

© OFS 2022

⁹ Les données proviennent de la base de données de l'OCDE sur les statistiques structurelles des entreprises (Dataset: SDBS Structural Business Statistics (ISIC Rev. 4)). Par rapport à la publication de l'OFS sur les PME en 2019, le Royaume-Uni a été abandonné à cause du manque de données. À l'inverse, la Hongrie a été introduite dans l'analyse.

¹⁰ Il convient de noter que la définition de l'économie marchande utilisée dans les bases de données de l'OCDE sur les statistiques structurelles est très différente de celle utilisée dans les chapitres précédents. En Suisse, l'économie marchande exclut les administrations publiques ainsi que les institutions sans but lucratif (ISBLSM) au service des ménages. L'OCDE applique un découpage qui va au-delà de cette définition. Ainsi, outre les administrations et les ISBLSM, le périmètre de consolidation de l'OCDE exclut également l'agriculture, les branches d'intermédiations financières (banques et assurances), les branches d'activités économiques proches de l'État (enseignement, santé et action sociale) ainsi que les branches artistiques, récréatives et des autres activités de services. Les chiffres pour la Suisse ont dès lors été adaptés afin de correspondre au cadre d'analyse de référence de l'OCDE.

Répartition des entreprises par classe de taille pour une sélection de pays, en 2019

T8

Pays	Microentreprises	Petites entreprises	Moyennes entreprises	PME	Grandes entreprises	Nombre d'entreprises
Grèce	94,4%	5,0%	0,5%	99,9%	0,1%	710 945
Italie	94,4%	4,9%	0,6%	99,9%	0,1%	3 593 591
Portugal	95,1%	4,1%	0,7%	99,9%	0,1%	925 455
Slovaquie	97,3%	2,1%	0,5%	99,9%	0,1%	508 730
Espagne	94,2%	5,1%	0,6%	99,9%	0,1%	2 664 633
France	94,6%	4,5%	0,7%	99,8%	0,2%	2 934 473
Pays-Bas	95,8%	3,4%	0,7%	99,9%	0,1%	1 284 510
Belgique	95,3%	3,9%	0,7%	99,9%	0,1%	670 065
Turquie	94,2%	4,8%	0,8%	99,8%	0,2%	2 955 253
Slovénie	94,3%	4,7%	0,8%	99,8%	0,2%	147 797
Pologne	94,8%	4,3%	0,7%	99,8%	0,2%	2 002 544
Norvège	91,1%	7,6%	1,1%	99,8%	0,2%	299 000
Islande	93,6%	5,2%	1,0%	99,8%	0,2%	29 493
Finlande	90,7%	7,6%	1,4%	99,7%	0,3%	231 352
Croatie	92,0%	6,7%	1,1%	99,8%	0,2%	180 200
Royaume-Uni	90,2%	8,1%	1,4%	99,7%	0,3%	2 221 818
Danemark	88,8%	9,2%	1,7%	99,7%	0,3%	226 964
Suisse	86,8%	11,0%	1,9%	99,7%	0,3%	373 168
Autriche	87,2%	10,8%	1,6%	99,6%	0,4%	329 680
Allemagne	83,2%	14,1%	2,2%	99,5%	0,5%	2 580 300
Luxembourg	87,2%	10,2%	2,1%	99,5%	0,5%	35 177

Sources: OCDE – SDBS (Structural Business Statistics); OFS – STATENT

© OFS 2022

Résumé et bilan

Avec plus de 99% des unités et plus de deux tiers des emplois de l'économie marchande, les PME constituent la pierre angulaire de l'économie suisse. Sur la période 2011–2020, on peut relever l'importance des entreprises de moins de dix emplois qui sont de plus en plus nombreuses. Elles évoluent au sein de structures tendanciuellement plus petites.

En 2020, nous observons que la tertiarisation de l'économie se stabilise. En effet, pour la première fois depuis 2011, une baisse est enregistrée pour le nombre d'entreprises et d'emplois PME. Dans les grandes entreprises, l'emploi a également diminué. Ce recul est proportionnellement moins marqué dans le secteur des services. Ceci contribue à une plus grande tertiarisation de cette catégorie d'entreprise par rapport aux PME, dont la part de l'emploi dans le secteur tertiaire a diminué dans l'ensemble.

La pandémie a renforcé les tendances déjà observées, notamment dans le domaine de la santé et de l'action sociale. Ici, l'emploi des grandes entreprises a continué de progresser dans les «activités hospitalières» et l'«hébergement médicalisé», tandis que l'emploi des PME s'est renforcé dans les activités spécialisées pour la santé humaine.

Dans l'ensemble, la branche de la santé et de l'action sociale occupe la première place en termes de progression absolue de l'emploi. Les quelque 138 000 emplois supplémentaires au sein de cette activité entre 2011 et 2020 se répartissent à parts égales entre PME et grandes entreprises.

Sur la période de 2011 à 2020, dans le secteur secondaire, l'industrie pharmaceutique a créé plus de 10 000 emplois, principalement grâce aux grandes entreprises. Elle permet ainsi de ralentir la désindustrialisation.

Outre l'importance croissante des très petites entreprises, trois autres tendances spécifiques aux PME sont soulignées dans cette publication: la spécialisation dans des domaines de pointe du secteur des services, une implantation en hausse dans les communes urbaines et une contribution relativement importante des PME dans le commerce extérieur de biens. Dans ce dernier cas, l'image est affectée par le nombre d'emplois et l'appartenance à un groupe d'entreprises.

Ainsi, les PME suisses sont rarement membres d'un groupe. Toutefois, lorsqu'elles sont dans cette constellation ou qu'elles comptent au moins 10 emplois, elles participent proportionnellement beaucoup plus aux échanges internationaux de biens.

Finalement, en comparaison internationale, la Suisse a un tissu économique relativement plus homogène en termes de classes de taille d'entreprise ainsi qu'une part d'emplois dans les PME plus importante.

Éditeur:	Office fédéral de la statistique (OFS)
Renseignements:	statent@bfs.admin.ch, tél. 058 463 62 66
Rédaction:	Jenna Sunderland, OFS
Série:	Statistique de la Suisse
Domaine:	06 Industrie et services
Langue du texte original:	français
Mise en page:	section PUB, Publications et design visuel
Graphiques:	section PUB, StatChart
Cartes:	section PUB, ThemaKart
En ligne:	www.statistique.ch
Imprimés:	www.statistique.ch Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel, order@bfs.admin.ch, tél. 058 463 60 60 Impression réalisée en Suisse
Copyright:	OFS, Neuchâtel 2022 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée.
Numéro OFS:	1662-2000

Les informations publiées ici contribuent à mesurer la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).



Système d'indicateurs MONET 2030

www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Développement durable → Système d'indicateurs MONET 2030